

Denrées alimentaires	Teneur maximale
Préparations complètes et apports nutritionnels à prendre sous surveillance médicale	50 mg/kg
Compléments alimentaires/intégrateurs de régime liquides ou syrupeux	100 mg/l
Compléments alimentaires/intégrateurs de régime solides ou à mâcher	300 mg/kg
Potages	50 mg/kg
Succédanés de viande et poisson à base de protéines végétales	100 mg/kg
Boissons spiritueuses (y compris les produits ayant moins de 15 % d'alcool en volume), à l'exception de celles qui sont mentionnées à l'annexe points II ou III	200 mg/l
Vins aromatisés, boissons aromatisées à base de vin et cocktails aromatisés de produits viti-vinicoles, tels que définis dans le Règlement (CEE) n°1601/91, à l'exception de ceux qui sont mentionnés à l'annexe points II ou III	200 mg/l
Vins de fruits (tranquilles ou pétillants) Cidre (à l'exception du cidre bouché) et poiré Vins de fruits, cidre et poiré aromatisés	200 mg/l

V.3. Tous les colorants figurant au point I sont autorisés pour les utilisations suivantes.

Utilisation	Teneur maximale
Coloration décorative des coquilles d'œufs ou estampillage d'œufs	<i>quantum satis</i>

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 9 octobre 1996.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,  
M. COLLA

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 97 — 158

[S - C - 97/28]

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour fondement légal l'article 17 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, et plus particulièrement les paragraphes 4bis et 4ter dudit article, y insérés par la loi du 4 août 1996.

Ces nouvelles dispositions habilite le Roi à déterminer une procédure accélérée devant la section d'administration si, lors d'une procédure de suspension d'un acte ou d'un règlement, les parties intéressées ne posent pas un acte positif pour activer la procédure. Dans ce cas, le Conseil d'Etat peut soit annuler cet acte ou ce règlement, soit considérer qu'il y a présomption de désistement d'instance dans le chef de la partie requérante.

Deux éventualités doivent en effet être distinguées.

Dans la première, le Conseil d'Etat ordonne la suspension de l'acte ou du règlement et la partie adverse néglige d'introduire une demande de poursuite de la procédure. Dans ce cas, la section d'administration peut annuler l'acte ou le règlement si dans les trente jours à compter de la notification de l'arrêt qui ordonne la suspension, la partie adverse ou celui qui a intérêt à la solution de l'affaire n'a pas introduit une demande de poursuite de la procédure (voir à ce sujet le point 2 figurant sous la rubrique ci-après intitulée "Considérations générales").

#### MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 97 — 158

[S - C - 97/28]

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit, waarvan ik de eer heb het aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, heeft als wettelijke grondslag het artikel 17 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, en in het bijzonder de paragrafen 4bis en 4ter van dit artikel die er worden ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996.

Door deze nieuwe bepalingen wordt de Koning gemachtigd een versnelde rechtspleging vast te stellen voor de afdeling administratie wanneer de betrokken partijen, bij een rechtspleging van schorsing van een akte of van een reglement, geen positieve handeling stellen om de rechtspleging te versnellen. In dit geval kan de Raad van State hetzij deze akte of dit reglement nietigverklaren, hetzij oordelen dat er een vermoeden is van afstand van geding ten aanzien van de verzoekende partij.

Er moeten immers twee mogelijkheden worden onderscheiden.

Bij de eerste mogelijkheid beveelt de Raad van State de schorsing van de akte of van het reglement en verzuimt de verwerende partij een verzoek in te dienen tot voortzetting van de rechtspleging. In dit geval kan de afdeling administratie de akte of het reglement nietigverklaren indien de tegenpartij of degene die een belang heeft bij de beslechting van de zaak binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van het arrest waarin de schorsing wordt bevolen, geen verzoek tot voortzetting van de rechtspleging heeft ingediend (zie hierover punt 2 onder de hiernavolgende rubriek met als opschrift "Algemene beschouwingen").

Dans la seconde, la section d'administration rejette la demande de suspension et la partie requérante omet d'introduire une demande de poursuite de la procédure dans les trente jours à compter de la notification de l'arrêt de rejet. Dans ce cas, le Conseil d'Etat peut décréter le désistement d'instance dans le chef de la partie requérante.

Les nouvelles règles de procédure fixées par l'arrêté en projet sont insérées dans l'arrêté royal du 5 décembre 1991 qui détermine la procédure en référé devant le Conseil d'Etat (voir à ce sujet le point 1 figurant sous la rubrique ci-après intitulée "Considérations générales").

Comme suggéré par la section de législation de ce Haut Collège dans l'avis qu'elle a émis sur le projet de loi devenu la loi précitée du 4 août 1996 (doc. parl. n° 1-321/1, Sénat, Session 1995-1996, page 43), la procédure faisant l'objet des dispositions de l'arrêté en projet s'inspire des articles 14bis et 14quater de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat : rapport de l'auditeur dans les huit jours, convocation des parties par le président ou par le conseiller d'Etat qu'il désigne dans les dix jours du dépôt du rapport.

Les nouvelles règles réservent par ailleurs la possibilité à la section d'administration de tenir compte d'un cas de force majeure ou d'erreur invincible, pour autant qu'il soit dûment établi, auquel cas elle ne sera pas tenue d'annuler l'acte ou le règlement dont elle a ordonné la suspension (première des deux éventualités ci-dessus envisagées) ou de décréter le désistement d'instance dans le chef de la partie requérante lorsqu'elle a rejeté la demande de suspension et que la partie requérante s'est abstenue d'introduire une demande de poursuite de la procédure dans les trente jours de la notification de l'arrêt rejetant la demande de suspension (seconde des deux éventualités ci-dessus visées).

#### Considérations générales

L'avis que la section de législation du Conseil d'Etat a émis sur le projet d'arrêté le 29 octobre 1996 a été largement suivi, sauf sur les points ci-après :

1. La suggestion émise par le Conseil d'Etat de reprendre ces éléments de procédure dans l'arrêté du Régent du 23 août 1948 ne paraît pas pertinente.

a) D'une part, l'arrêté royal du 5 décembre 1991 exécute la procédure visée à l'article 17 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, et il est plus cohérent de traiter l'exécution de cet article 17 dans un même arrêté que partiellement dans deux arrêtés différents.

Si cette distinction avait dû être faite, elle aurait dû également trouver son origine dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat au titre de l'article 14 et de l'article 17.

b) S'il est bien entendu qu'il s'agit ici de mesures touchant à la requête en annulation, il n'en reste pas moins qu'est visé exclusivement le cas où cette requête en annulation est assortie nécessairement d'une demande de suspension.

Une solution à ce débat devrait être trouvée dans le code de procédure devant le Conseil d'Etat, actuellement en préparation.

2. L'interprétation donnée par le Conseil d'Etat de l'article 17, § 4bis, des lois coordonnées est en contradiction avec l'intention du législateur.

Au départ, le projet de loi indiquait impérativement la manière selon laquelle le Conseil d'Etat devait statuer dans l'hypothèse de l'absence de demande de poursuite de la procédure en cas d'arrêt accueillant la demande de suspension.

Ce n'est que pour rencontrer le cas de force majeure ou d'erreur invincible que le verbe "pouvoir" a été utilisé au § 4bis. Aucune autre latitude n'est pour le surplus ouverte. Le projet d'arrêté s'aligne entièrement sur cette position.

3. Le Conseil d'Etat estime trop rigide l'examen de la procédure continuée ou non par le président de la chambre ou le conseiller par lui désigné qui a statué sur la demande de suspension.

Cette disposition a été empruntée aux articles 14bis et 14quater de l'arrêté du Régent du 23 août 1948. Il a paru normal de régler de la même manière des situations similaires. Le Conseil d'Etat propose d'ailleurs de modifier les articles précités de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 pour le même motif. Une telle modification de cet arrêté ne trouve pas sa place dans le présent projet qui exécute l'article 17 des lois coordonnées.

Bij de tweede mogelijkheid wijst de afdeling administratie het verzoek tot schorsing af en verzuimt de verzoekende partij een verzoek in te dienen tot voortzetting van de rechtspleging binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van het arrest van afwijzing. In dit geval kan de Raad van State de afstand van geding ten aanzien van de verzoekende partij bevelen.

De nieuwe rechtsplegingsregels die worden vastgesteld door het ontworpen besluit worden ingevoegd in het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State (zie hierover punt 1 onder de hiernavolgende rubriek met als opschrift "Algemene beschouwingen").

Zoals door de afdeling wetgeving van dit Hoge College wordt voorgesteld in het advies dat zij heeft uitgebracht over het ontwerp van wet dat de voornoemde wet van 4 augustus 1996 is geworden (parl. stuk. nr. 1-321/1, Senaat, Zitting 1995-1996, pagina 43), wordt in de rechtspleging die het voorwerp is van het ontworpen besluit uitgegaan van het bepaalde in de artikelen 14bis en 14quater van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State : verslag van de auditeur binnen de acht dagen, oproeping van de partijen door de voorzitter of de door hem aangewezen staatsraad binnen de tien dagen na het indienen van de verslag.

In de nieuwe regels wordt overigens de mogelijkheid voorbehouden voor de afdeling administratie om rekening te houden met een behoorlijk vastgesteld geval van overmacht of van een onoverkomelijke fout waarin zij de akte of het reglement waarvan zij de schorsing heeft bevolen (eerste van de voormelde mogelijkheden) niet zal moeten nietigverklaren of de afstand van geding niet zal moeten bevelen ten aanzien van de verzoekende partij wanneer zij het verzoek tot schorsing heeft afgewezen en de verzoekende partij geen verzoek heeft ingediend tot voortzetting van de rechtspleging binnen de dertig dagen na de kennisgeving van het arrest waarin het verzoek tot schorsing wordt afgewezen (tweede van de voormelde mogelijkheden).

#### Algemene beschouwingen

Het advies dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 29 oktober 1996 heeft uitgebracht over het ontwerp van besluit is grotendeels gevolgd, behalve voor de volgende punten :

1. Het voorstel van de Raad van State om deze rechtsplegingselementen op te nemen in het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 blijkt niet relevant te zijn.

a) Enerzijds geeft het koninklijk besluit van 5 december 1991 uitvoering aan de rechtspleging, bedoeld in artikel 17 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en is het logischer de uitvoering van dit artikel 17 in een zelfde besluit te behandelen dan gedeeltelijk in twee verschillende besluiten.

Indien dit onderscheid had moeten worden gemaakt, had het eveneens zijn oorsprong moeten vinden in de gecoördineerde wetten op de Raad van State krachtens artikel 14 en artikel 17.

b) Hoewel het voor zich spreekt dat het hier gaat om maatregelen die betrekking hebben op het beroep tot nietigverklaring, wordt desalniettemin uitsluitend het geval bedoeld waarin dit beroep tot nietigverklaring noodzakelijkerwijze vergezeld gaat van een verzoek tot schorsing.

Voor dit debat zou een oplossing moeten worden gevonden in de code van rechtspleging voor de Raad van State, die thans wordt voorbereid.

2. De interpretatie die de Raad van State geeft aan artikel 17, § 4bis, van de gecoördineerde wetten is in tegenspraak met de bedoeling van de wetgever.

In het begin gaf het ontwerp van wet verplicht de manier aan waarop de Raad van State uitspraak moest doen in de veronderstelling van ontstentenis van een verzoek tot voortzetting van de rechtspleging, in geval van een arrest waarbij de vordering tot schorsing wordt toegewezen.

Het is enkel om tegemoet te komen aan het geval van overmacht of van een onoverkomelijke fout dat in § 4bis het werkwoord "kunnen" is gebruikt. Voor het overige wordt geen enkele speelruimte opengelaten. Het ontwerp van besluit sluit volledig aan bij deze positie.

3. De Raad van State meent dat het onderzoek van de rechtspleging die al dan niet wordt voortgezet door de voorzitter van de kamer of de door hem aangewezen staatsraad die uitspraak heeft gedaan over het verzoek tot schorsing, te rigide is.

Deze bepaling werd overgenomen uit de artikelen 14bis en 14quater van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948. Het leek normaal om gelijkaardige gevallen op dezelfde manier te regelen. De Raad van State stelt bovendien voor de voormelde artikelen van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 om dezelfde reden te wijzigen. Een dergelijke wijziging van dit besluit hoort niet thuis in dit ontwerp dat uitvoering geeft aan artikel 17 van de gecoördineerde wetten.

Comme il a été dit au point 1, une solution uniforme aux problèmes évoqués devrait trouver sa place dans le code de procédure actuellement en préparation.

#### Commentaire des articles

##### Article 1<sup>er</sup>.

Cet article vise à rencontrer une observation formulée par le Conseil d'Etat dans son avis du 29 octobre 1996.

Comme le relève le Conseil d'Etat, l'arrêt qui statue sur la demande de suspension n'est pas notifié aux personnes qui n'ont pas demandé à intervenir dans la procédure en référé ou dont la demande en intervention n'a pas été accueillie, et qui ne sont donc pas parties au procès.

Dans sa rédaction actuelle, l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 dispose en effet que l'arrêt par lequel il est statué sur la demande de suspension est notifié aux parties sans délai.

Or, l'article 17, § 4bis, des lois coordonnées permet à "celui qui a intérêt à la solution de l'affaire", en cas d'arrêt ordonnant la suspension ou confirmant la suspension provisoire, d'introduire une demande de poursuite de la procédure alors que par hypothèse, il n'a demandé à intervenir ni dans la procédure en référé, ni dans la procédure en annulation.

Il convient donc d'adapter l'article 5 de l'arrêté royal précité du 5 décembre 1991 de façon que l'arrêt statuant sur la demande de suspension soit notifié non seulement aux parties mais aussi à ceux "qui ont intérêt à la solution de l'affaire". Tel est l'objet de l'article 1<sup>er</sup> du projet d'arrêté.

##### Article 2.

Comme l'observe le Conseil d'Etat, en cas d'arrêt rejetant la demande de suspension, sa notification fait simultanément courir le délai imparti à la partie adverse pour déposer un mémoire en réponse (article 9 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 - 60 jours) et le délai imparti au requérant pour demander la poursuite de la procédure (article 17, § 4ter, des lois coordonnées - 30 jours).

Il ne paraît guère opportun d'obliger la partie adverse à commencer la rédaction d'un mémoire en réponse alors qu'il n'est pas certain que le requérant introduira une demande de poursuite de la procédure.

Pour rencontrer cette difficulté, il y a lieu de compléter l'article 9 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 par une disposition selon laquelle le délai imparti à la partie adverse pour introduire son mémoire en réponse ne commence à courir, dans l'hypothèse envisagée (rejet de la demande de suspension), qu'à compter de la notification par le greffe d'une demande de poursuite de la procédure par la partie requérante.

Tel est l'objet de l'article 2 du projet d'arrêté. Afin d'éviter que la durée totale de la procédure ne soit allongée à concurrence d'un mois (délai de 30 jours imparti à la partie requérante pour introduire une demande de poursuite de la procédure + délai de 60 jours imparti à la partie adverse pour introduire son mémoire en réponse), le texte en projet prévoit, comme suggéré par le Conseil d'Etat, la réduction à trente jours de ce dernier délai.

##### Articles 3 et 4.

Ces articles insèrent dans l'arrêté royal du 5 décembre 1991 un article 15bis et un article 15ter nouveaux qui déterminent la procédure à suivre par la section d'administration dans chacune des deux éventualités exposées dans le texte du présent rapport précédant le commentaire des articles.

Les nouvelles règles de procédure sont calquées sur le même moule. En cas d'absence de demande de poursuite de la procédure dans les trente jours de la notification de l'arrêt qui ordonne la suspension de l'acte ou du règlement (première éventualité) ou qui rejette cette demande (deuxième éventualité), la procédure est déterminée comme suit :

— dans les huit jours à compter de l'expiration de ce délai de trente jours, le membre de l'auditorat désigné fait rapport au président de la chambre ou au conseiller par lui désigné qui a ordonné la demande de suspension (première éventualité) ou rejeté celle-ci (deuxième éventualité);

Zoals werd vermeld in punt 1, zou een eenvormige oplossing voor de vermelde problemen opgenomen moeten worden in de code van rechtspleging die thans wordt voorbereid.

#### Commentaar bij de artikelen

##### Artikel 1.

Dit artikel beoogt tegemoet te komen aan een opmerking die de Raad van State in zijn advies van 29 oktober 1996 geformuleerd heeft.

Zoals de Raad van State opmerkt, wordt het arrest waarin uitspraak wordt gedaan over het verzoek tot schorsing niet ter kennis gebracht van de personen die niet gevraagd hebben om als tussenkomende partij te mogen optreden in de rechtspleging in kort geding of wier verzoek tot tussenkomst niet is toegewezen, en die dus geen partij zijn op het proces.

In zijn huidige redactie, bepaalt artikel 5, eerste lid, van het koninklijk besluit van 5 december 1991 immers dat het arrest waarbij uitspraak wordt gedaan over het verzoek tot schorsing, onverwijld ter kennis wordt gebracht van de partijen.

Artikel 17, § 4bis, van de gecoördineerde wetten geeft echter de mogelijkheid aan "de partij die belang heeft bij de beslechting van de zaak", in het geval van een arrest waarbij de schorsing wordt bevolen of de voorlopige schorsing wordt bevestigd, om een verzoek tot voortzetting van de rechtspleging in te dienen terwijl hij bij veronderstelling niet gevraagd heeft om tussen te komen, noch in de rechtspleging in kort geding, noch in de rechtspleging tot nietigverklaring.

Artikel 5 van het voormelde koninklijk besluit van 5 december 1991 moet dus zodanig worden aangepast dat het arrest waarin uitspraak wordt gedaan over het verzoek tot schorsing niet enkel ter kennis wordt gebracht van de partijen maar ook van deze "die belang hebben bij de beslechting van de zaak". Dit is het voorwerp van artikel 1 van het ontwerp van besluit.

##### Artikel 2.

Zoals de Raad van State opmerkt, doet de kennisgeving, in geval van een arrest waarbij het verzoek tot schorsing wordt afgewezen, tegelijkertijd de termijn ingaan die aan de verwerende partij wordt toegekend om een memorie van antwoord in te dienen (artikel 9 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 - 60 dagen) en de termijn die aan de verzoeker wordt toegekend om de voortzetting van de rechtspleging te vragen (artikel 17, § 4ter, van de gecoördineerde wetten - 30 dagen).

Het lijkt niet erg zinvol de verwerende partij te verplichten om de redactie van een memorie van antwoord aan te vatten terwijl het niet zeker is dat de verzoeker om voortzetting van de rechtspleging zal verzoeken.

Om aan deze moeilijkheid tegemoet te komen, moet artikel 9 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 worden aangevuld met een bepaling volgens welke de termijn die aan de verwerende partij wordt toegekend om haar memorie van antwoord in te dienen, in dit geval (afwijzing van de vordering tot schorsing), pas ingaat vanaf de kennisgeving door de griffie van een verzoek tot voortzetting van de rechtspleging door de verzoekende partij.

Dit is het voorwerp van artikel 2 van het ontwerp van besluit. Om te voorkomen dat de totale duur van de rechtspleging met een maand wordt verlengd (termijn van 30 dagen die aan de verzoekende partij wordt toegekend om een verzoek tot voortzetting van de rechtspleging in te dienen + termijn van 60 dagen die aan de verwerende partij wordt toegekend om haar memorie van antwoord in te dienen), bepaalt de ontworpen tekst, zoals wordt voorgesteld door de Raad van State, deze laatste termijn te beperken tot dertig dagen.

##### Artikelen 3 en 4.

Deze artikelen voegen in het koninklijk besluit van 5 december 1991 een nieuw artikel 15bis en 15ter in waarin de door de afdeling administratie te volgen rechtspleging wordt bepaald in elk van de twee mogelijkheden die worden uiteengezet in de tekst van dit verslag voorafgaand aan de commentaar bij de artikelen.

De nieuwe rechtsplegingsregels zijn op dezelfde leest geschoeid. Wanneer er geen verzoek tot voortzetting van de rechtspleging wordt ingediend binnen de dertig dagen na de kennisgeving van het arrest waarin de schorsing van de akte of van het reglement wordt bevolen (eerste mogelijkheid) of waarin dit verzoek wordt afgewezen (tweede mogelijkheid), wordt de procedure als volgt bepaald :

— binnen de acht dagen te rekenen vanaf het verstrijken van deze termijn van dertig dagen, brengt het aangewezen lid van het auditoraat verslag uit bij de voorzitter van de kamer of bij de door hem aangewezen staatsraad die het verzoek tot schorsing heeft bevolen (eerste mogelijkheid) of dit heeft afgewezen (tweede mogelijkheid)

— le président ou le conseiller d'Etat par lui désigné convoque le requérant et la partie adverse, et le cas échéant, la partie intervenante, à comparaître devant lui à bref délai et au plus tard le dixième jour après que le rapport de l'auditeur lui a été transmis, lequel rapport est joint à la convocation;

— entendu les parties et l'auditeur en son avis, le président ou le conseiller par lui désigné annule l'acte ou le règlement dont la suspension a été ordonnée (première éventualité) ou décrète le désistement d'instance au cas où la demande de suspension a été rejetée (deuxième éventualité), en constatant l'absence d'intérêt à poursuivre la procédure soit dans le chef de la partie adverse ou de celui qui a intérêt à la solution de l'affaire (première éventualité), soit dans le chef de la partie requérante (deuxième éventualité);

— dans chacune des deux dispositions en projet, les nouvelles règles de procédure réservent la possibilité du cas de force majeure ou d'erreur invincible dûment établi, auquel cas la section d'administration n'est pas tenue d'annuler l'acte ou le règlement dont la suspension a été ordonnée (première éventualité) ou de décréter le désistement d'instance dans le chef de la partie requérante lorsque la demande de suspension a été rejetée (deuxième éventualité);

— les parties et leur avocat peuvent prendre connaissance du dossier au greffe pendant le temps fixé dans l'ordonnance du président portant convocation des parties à comparaître;

— sur la convocation doit figurer le texte des dispositions pertinentes tant de la loi que de l'arrêté en projet (cfr. le § 2 des articles 15bis et 15ter nouveaux).

A l'instar de ce qui a été dit ci-avant pour l'hypothèse du rejet de la demande de suspension (commentaire de l'article 2), si l'arrêt ordonne la suspension ou confirme la suspension provisoire, sa notification fait courir à la fois, à l'égard de la partie adverse, le délai dont elle dispose pour demander la poursuite de la procédure (article 17, § 4bis, des lois coordonnées - 30 jours) et celui qui lui est imparti pour déposer un mémoire en réponse (article 9 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 - 60 jours).

Si ce second délai est fixé à soixante jours, il est en pratique réduit à trente jours conformément à l'article 91 du règlement général de procédure (arrêté du Régent du 23 août 1948).

Il va de soi que dans l'hypothèse ici envisagée (arrêt ordonnant la suspension), le dépôt régulier par la partie adverse d'un mémoire en réponse vaut demande de poursuite de la procédure. L'annulation automatique ne jouera donc que dans les cas où il n'y aura pas de mémoire en réponse déposé dans ce délai de trente jours.

Comme indiqué au point 3 de la rubrique ci-avant intitulée "Considérations générales", il n'a pas paru opportun d'apporter dans les règles de procédure en projet la souplesse que le Conseil d'Etat appelle de ses voeux dans son avis du 29 octobre 1996.

Ces dispositions sont en effet calquées sur les articles 14bis et 14quater du règlement général de procédure que l'arrêté en projet n'a pas pour objet de modifier. Il apparaît par ailleurs normal que ce soit le président de la chambre ou le conseiller par lui désigné ayant statué sur la demande de suspension qui connaisse également soit de l'annulation automatique en cas d'absence de demande de poursuite de la procédure par la partie adverse si la suspension a été ordonnée, soit du désistement présumé d'instance au cas où la demande de suspension a été rejetée et où la partie requérante a omis d'introduire une demande de poursuite de la procédure.

— La suggestion du Conseil d'Etat de ne faire courir le délai de huit jours imparti au membre de l'auditorat désigné pour faire rapport sur l'affaire qu'à compter du jour où le dossier lui a été transmis n'a pas davantage été suivie car une disposition ainsi rédigée n'aurait pas pour effet de conférer une date certaine au point de départ du délai. Les textes en projet (articles 15bis et 15ter insérés dans l'arrêté royal du 5 décembre 1991) maintiennent dès lors comme point de départ de ce délai, la date d'expiration du délai fixé pour l'introduction d'une demande de poursuite de la procédure. Ils précisent en outre que l'auditeur doit remettre son rapport dans les soixante jours au plus tard de la notification de l'arrêt statuant sur la demande de suspension.

— de voorzitter of de door hem aangewezen staatsraad roept de verzoeker en de verwerende partij en in voorkomend geval, de tussenkomen partij op om op korte termijn en ten laatste de tiende dag na het indienen van het bij de oproeping gevoegde verslag van de auditeur, voor hem te verschijnen;

— wanneer de partijen en de auditeur in zijn advies zijn gehoord, verklaart de voorzitter of de door hem aangewezen staatsraad de akte of het reglement waarvan de schorsing is bevolen nietig (eerste mogelijkheid) of beveelt hij de afstand van geding ingeval het verzoek tot schorsing is afgewezen (tweede mogelijkheid) door het ontbreken vast te stellen van een belang tot voortzetting van de rechtspleging, hetzij ten aanzien van de verwerende partij of van deze die belang heeft bij de beslechting van de zaak (eerste mogelijkheid), hetzij ten aanzien van de verzoekende partij (tweede mogelijkheid);

— in elk van de twee ontworpen bepalingen wordt in de nieuwe rechtsplegingsregels de mogelijkheid voorbehouden om in het behoorlijk vastgestelde geval van overmacht of van een onoverkomelijke fout waarin de afdeling administratie de akte of het reglement waarvan de schorsing is bevolen niet moet nietigverklaren (eerste mogelijkheid) of de afstand van geding ten aanzien van de verzoekende partij niet moet bevelen wanneer het verzoek tot schorsing is afgewezen (tweede mogelijkheid);

— de partijen en hun advocaten kunnen ter griffie kennis nemen van het dossier gedurende de tijd die wordt bepaald in de beschikking van de voorzitter houdende oproeping van de te verschijnen partijen;

— op de oproeping moet de tekst staan van de relevante bepalingen van zowel de wet als van het ontworpen besluit (cfr. § 2 van de nieuwe artikelen 15bis en 15ter).

Naar het voorbeeld van wat hiervoor werd gezegd voor het geval van de afwijzing van het verzoek tot schorsing (commentaar bij artikel 2), doet, indien het arrest de schorsing beveelt of de voorlopige schorsing bevestigt, de kennisgeving ervan ten opzichte van de verwerende partij, tegelijkertijd de termijn lopen waarover deze beschikt om de voortzetting te vragen van de rechtspleging (artikel 17, § 4bis, van de gecoördineerde wetten - 30 dagen) en de termijn die haar is toegekend om een memorie van antwoord in te dienen (artikel 9 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 - 60 dagen).

Wanneer deze tweede termijn wordt vastgesteld op zestig dagen, wordt hij in de praktijk teruggebracht tot dertig dagen overeenkomstig artikel 91 van het algemeen rechtsplegingsreglement (besluit van de Regent van 23 augustus 1948).

Het spreekt voor zich dat in dit geval (arrest waarbij de schorsing wordt bevolen); het regelmatig indienen door de verwerende partij van een memorie van antwoord geldt als verzoek tot voortzetting van de rechtspleging. De automatische nietigverklaring zal dus slechts plaatsvinden in de gevallen waarin binnen deze termijn van dertig dagen geen memorie van antwoord zal zijn ingediend.

Zoals aangegeven in punt 3 van de voormelde rubriek "Algemene beschouwingen", leek het niet opportuun om in de ontworpen regels van de rechtspleging de soepelheid in te brengen die de Raad van State in zijn advies van 29 oktober 1996 wenst.

Deze bepalingen zijn immers gebaseerd op de artikelen 14bis en 14quater van het algemeen rechtsplegingsreglement, die het ontworpen besluit niet als doel heeft te wijzigen. Het blijkt trouwens normaal te zijn dat de voorzitter van de kamer of de door hem aangewezen staatsraad die uitspraak heeft gedaan over het verzoek tot schorsing, eveneens uitspraak doet, hetzij over de automatische nietigverklaring ingeval er geen verzoek is van de verwerende partij tot voortzetting van de rechtspleging wanneer de schorsing is bevolen, hetzij over het vermoeden van afstand van geding ingeval de vordering tot schorsing is afgewezen en de verzoekende partij geen verzoek heeft ingediend tot voortzetting van de rechtspleging.

— Het voorstel van de Raad van State om de termijn van acht dagen, die wordt toegekend aan het lid van het auditoraat dat toegewezen is om verslag uit te brengen over de zaak, pas te laten ingaan op de dag waarop het dossier hem is bezorgd, is evenmin gevolgd aangezien een aldus opgestelde bepaling er niet toe zou leiden bij het begin van de termijn een bepaalde datum toe te kennen. De ontworpen teksten (artikelen 15bis en 15ter ingevoegd in het koninklijk besluit van 5 december 1991) behouden dan ook als uitgangspunt van deze termijn, de datum van het verstrijken van de termijn die wordt vastgesteld voor het indienen van een verzoek tot voortzetting van de procedure. Zij preciseren overigens dat de auditeur zijn verslag ten laatste binnen de zestig dagen na de kennisgeving van het arrest waarin uitspraak wordt gedaan over het verzoek tot schorsing, moet indienen.

Pour ce qui est toutefois du délai de dix jours fixé pour la convocation des parties, il a été tenu compte de la remarque formulée par le Conseil d'Etat : aux termes des dispositions en projet, ce délai ne commence à courir qu'à compter de la transmission du rapport de l'auditeur au président de chambre ou au conseiller chargé de l'affaire et non à compter du dépôt de ce rapport.

Aux articles 15bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et 15ter, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, en projet, les mots "la partie qui a intérêt à la solution de l'affaire" ont été remplacés, comme suggéré par le Conseil d'Etat, par les mots "la partie intervenante" : l'intention est en effet de ne convoquer, outre le requérant et la partie adverse, que la personne qui a demandé à intervenir et dont la demande d'intervention a été accueillie.

A l'alinéa 3 de l'article 15bis en projet, les mots "en constatant l'absence d'intérêt à poursuivre la procédure dans le chef de la partie adverse ou de celui qui a intérêt à la solution de l'affaire" ont été omis comme demandé par le Conseil d'Etat.

Enfin, dans l'article 15ter en projet, une disposition a été ajoutée, comme suggéré par le Conseil d'Etat, afin de rencontrer, dans l'hypothèse du rejet de la demande de suspension, le cas de pluralité de parties requérantes lorsqu'une demande de poursuite de la procédure n'a été introduite que par certaines d'entre elles : selon la disposition en projet, les autres parties requérantes sont dans ce cas présumées se désister de l'instance et l'arrêt rendu sur la requête en annulation statue également sur le désistement des requérants qui ont omis d'introduire une demande de poursuite de la procédure. A l'alinéa 3 dudit article 15ter, le libellé proposé par le Conseil d'Etat a été adopté afin d'éviter que la partie requérante ne puisse plaider, malgré l'expiration du délai lui étant imparti pour introduire une demande de poursuite de la procédure, qu'elle conserve un intérêt à intervenir dans l'affaire.

#### Article 5.

Cet article constitue une disposition transitoire selon laquelle les nouvelles règles ci-dessus exposées sont d'application aux procédures dans lesquelles un arrêt statuant sur la demande de suspension ou sur la confirmation d'une suspension provisoire est prononcé après l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet (cfr. sur ce point l'article 6).

Le libellé proposé est celui suggéré par le Conseil d'Etat.

#### Article 6.

Conformément à l'article 47, alinéa 3, de la loi du 4 août 1996 qui habilite le Roi à fixer la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de ladite loi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, cet article détermine cette date pour l'article 11 de la loi qui sert de fondement légal à l'arrêté en projet, ainsi que pour les dispositions de celui-ci (en l'occurrence, le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel l'arrêté aura été publié au *Moniteur belge*).

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux et  
très fidèle serviteur,

Le Ministre de l'Intérieur,  
J. VANDE LANOTTE

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 8 octobre 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat", a donné le 29 octobre 1996 l'avis suivant :

#### Observations générales

##### A. Choix du texte à modifier.

1. Le projet se présente comme un texte visant à modifier l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat. Ses articles 1<sup>er</sup> et 2 tendent à y insérer un article 15bis et un article 15ter nouveaux, qui figureraient ainsi dans le chapitre II du Titre II de cet arrêté, chapitre qui, aux termes de son intitulé, est consacré à l'instruction de la demande de suspension.

Wat echter de termijn van tien dagen betreft voor de oproeping van de partijen, is rekening gehouden met de door de Raad van State geformuleerde opmerking : krachtens de ontworpen bepalingen, gaat de termijn pas in vanaf het ogenblik dat het verslag van de auditeur wordt bezorgd aan de voorzitter van de kamer of aan de staatsraad die met de zaak belast is en niet vanaf het indienen van dit verslag.

In de ontworpen artikelen 15bis, § 1, tweede lid, en 15ter, § 1, tweede lid, zijn de woorden "de partij die belang heeft bij de beslechting van de zaak" op voorstel van de Raad van State, vervangen door de woorden "de tussenkomende partij" : de bedoeling is immers om, behalve de verzoeker en de verwerende partij, enkel de persoon op te roepen die gevraagd heeft om tussen te komen en wiens verzoek om tussenkomst is ingewilligd.

In het derde lid van het ontworpen artikel 15bis, vervallen op verzoek van de Raad van State, de woorden "door het ontbreken vast te stellen van een belang tot voortzetting van de rechtspleging ten aanzien van de verwerende partij of van deze die belang heeft bij de beslechting van de zaak".

Tot slot is in het ontworpen artikel 15ter, op voorstel van de Raad van State, een bepaling toegevoegd om, bij afwijzing van het verzoek tot schorsing, tegemoet te komen aan het geval van meerderheid van verzoekende partijen wanneer een verzoek tot voortzetting van de rechtspleging slechts door sommigen onder hen is ingediend : volgens de ontworpen bepaling worden de andere verzoekende partijen verondersteld afstand te doen van het geding en wordt in het arrest dat uitgebracht wordt over het beroep tot nietigverklaring, eveneens uitspraak gedaan over de afstand van de verzoekers die verzuimd hebben een verzoek in te dienen tot voortzetting van de rechtspleging. In het derde lid van het genoemde artikel 15ter, is de door de Raad van State voorgestelde tekst aangenomen om te vermijden dat de verzoekende partij, ondanks de afloop van de termijn die haar was toegekend om een verzoek tot voortzetting van de rechtspleging in te dienen, kan pleiten dat zij een belang behoudt om in de zaak tussen te komen.

#### Artikel 5.

Dit artikel houdt een overgangsbepaling in volgens welke de nieuwe hierboven uiteengezette regels van toepassing zijn op de rechtsplegingen waarin, na de inwerkingtreding van het ontworpen besluit (cfr. voor dit punt artikel 6), een arrest wordt gewezen waarin uitspraak wordt gedaan over het verzoek tot schorsing of over de bevestiging van de voorlopige schorsing.

De voorgestelde tekst is deze die door de Raad van State wordt gesuggereerd.

#### Artikel 6.

Overeenkomstig artikel 47, derde lid, van de wet van 4 augustus 1996 waarbij de Koning gemachtigd wordt de datum vast te stellen van inwerkingtreding van sommige bepalingen van de genoemde wet door een in Ministerraad overlegd besluit, wordt in dit artikel deze datum vastgesteld voor artikel 11 van de wet die dienst doet als wettelijke grondslag voor het ontworpen besluit, alsook voor de bepalingen daarvan (in dit geval, de eerste dag van de tweede maand volgend op die gedurende welke het besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt).

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. VANDE LANOTTE

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 oktober 1996 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State", heeft op 29 oktober 1996 het volgende advies gegeven :

#### Algemene opmerkingen

##### A. Keuze van de te wijzigen tekst.

1. Het ontwerp dient zich aan als een tekst die de wijziging beoogt van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State. De artikelen 1 en 2 ervan strekken ertoe nieuwe artikelen 15bis en 15ter in te voegen, die aldus zouden worden opgenomen in hoofdstuk II van Titel II van dat besluit, welk hoofdstuk, luidens het opschrift ervan, gewijd is aan het onderzoek van de vordering tot schorsing.



Le choix d'un tel emplacement trouve sans doute son explication dans le fait que le projet a pour objet d'exécuter l'article 11 de la loi du 4 août 1996 (1), lequel modifie l'article 17 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat (2), relatif au référé administratif et, plus précisément, à la suspension.

Les dispositions en projet se trouvent à la charnière (3) entre la procédure en référé et la procédure au fond. Elles n'ont toutefois pas trait à l'instruction de la demande de suspension, dont le sort a déjà, par hypothèse, été réglé par un arrêt rendu en référé. Elles règlent, en réalité, la procédure relative au traitement au fond du recours en annulation dont la suspension est l'accessoire.

C'est le recours au fond qui constitue l'enjeu des nouvelles formalités en projet, lesquelles, il est vrai, sont la suite d'un arrêt accueillant ou rejetant une demande de suspension.

Si le choix des auteurs du projet n'est pas illogique, il présente l'inconvénient d'insérer dans un arrêté réglant la procédure en référé, des dispositions qui n'ont pas trait à celle-ci mais qui sont relatives à la procédure en annulation, dont le déclenchement est rendu tributaire de l'accomplissement des nouvelles formalités projetées.

Il est, dès lors, proposé d'inscrire les deux dispositions en projet dans l'arrêté du Régent du 23 août 1948, à la suite des articles 14bis à 14quater, sur le modèle desquels elles ont d'ailleurs été conçues.

B. Sur le pouvoir d'appréciation du juge en l'absence de demande de poursuite de la procédure.

2. Ainsi que l'expose le rapport au Roi précédant l'arrêté en projet, "les nouvelles règles de procédure sont calquées sur le même moule", celui-là même qui a servi à la rédaction des articles 14bis et 14quater du règlement général de procédure.

Lorsqu'après un arrêt accueillant ou rejetant une demande de suspension, la partie adverse (4) ou le requérant, selon le cas, omet de demander la poursuite de la procédure, le président de la chambre ou le conseiller désigné par lui sont tenus, respectivement, d'annuler l'acte attaqué ou de décréter le désistement d'instance, "sauf cas de force majeure ou d'erreur invincible dûment établi".

Dans les deux cas de figure - annulation et désistement -, le texte fait pareillement obligation au juge saisi d'annuler ou de décréter le désistement en l'absence de demande de poursuite de la procédure, sous la seule exception du cas de force majeure ou d'erreur invincible (article 15bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, et article 15ter, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, en projet).

Les textes qui constituent le fondement législatif de ces deux dispositions, sont pourtant rédigés, sous cet angle, de façon fort différente :

article 17. § 4bis, L.C.C.E.

"La section d'administration peut (5), suivant une procédure accélérée déterminée par le Roi, annuler l'acte ou le règlement dont la suspension est demandée si, dans les trente jours à compter de la notification de l'arrêt qui ordonne la suspension ou confirme la suspension provisoire, la partie adverse ou celui qui a intérêt à la solution de l'affaire n'a pas introduit une demande de poursuite de la procédure".

(1) Loi du 4 août 1996 modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 (*Moniteur belge* 20 août 1996; Err. *Moniteur belge* 8 octobre 1996).

(2) Il trouve cependant son fondement législatif non seulement dans l'article 17, § 6, des lois coordonnées, mais aussi dans l'article 30, modifié par la loi du 4 août 1996.

(3) Il s'agit, en somme, d'une sorte de filtre qui est placé en amont de la procédure au fond et en aval de la procédure en référé.

(1) Ou celui qui a intérêt à la solution de l'affaire.

(2) En néerlandais : "De afdeling administratie kan ... de akte of het reglement nietigverklaren ...".

De keuze van die plaats kan wellicht worden uitgelegd door het feit dat het ontwerp tot doel heeft uitvoering te geven aan artikel 11 van de wet van 4 augustus 1996 (1), dat artikel 17 wijzigt van de gecoördineerde wetten op de Raad van State (2), met betrekking tot het administratief kort geding en meer bepaald, de schorsing.

De ontworpen bepalingen bevinden zich op het raakvlak (3) tussen de procedure in kort geding en de bodemprocedure. Zij hebben evenwel geen betrekking op het onderzoek van de vordering tot schorsing, die per hypothese, reeds is geregeld bij een in kort geding gewezen arrest. Zij regelen in werkelijkheid de procedure met betrekking tot de behandeling ten gronde van het annulatieberoep waarvan de schorsing het accessorium is.

De inzet van de ontworpen nieuwe formaliteiten, die weliswaar het vervolg zijn op een arrest waarbij een vordering tot schorsing wordt ingewilligd of afgewezen, is het beroep ten gronde.

De keuze van de stellers van het ontwerp is weliswaar niet onlogisch, maar biedt het nadeel dat in een besluit tot regeling van de procedure in kort geding bepalingen worden ingevoegd die daarop geen betrekking hebben, maar die betrekking hebben op de procedure tot nietigverklaring, die eerst in gang kan worden gezet na het vervullen van de ontworpen nieuwe formaliteiten.

Bijgevolg wordt voorgesteld beide ontworpen bepalingen op te nemen in het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, na de artikelen 14bis tot 14quater, naar het voorbeeld waarvan zij trouwens zijn ontworpen.

B. De beoordelingsbevoegdheid van de rechter bij ontstentenis van een verzoek tot voortzetting van de rechtspleging.

2. Zoals in het verslag aan de Koning, dat het ontworpen besluit voorafgaat, wordt gesteld, zijn "de nieuwe rechtsplegingsregels (...) op dezelfde leest geschoeid", namelijk die waarop de redactie van de artikelen 14bis en 14quater van de algemene procedureregeling is geschoeid.

Wanneer de verwerende partij (1) of verzoeker, naar gelang van het geval, na een arrest waarbij de vordering tot schorsing wordt toegewezen of afgewezen, verzuimt te verzoeken om voortzetting van de rechtspleging, zijn de kamervoorzitter of de door hem aangewezen staatsraad er respectievelijk toe gehouden de betreden handeling nietig te verklaren of de afstand van het geding te bevelen, "behalve in het behoorlijk vastgestelde geval van overmacht of van een onoverkomelijke fout".

In beide gevallen - vernietiging en afstand - wordt de geadieerde rechter, bij ontstentenis van een verzoek tot voortzetting van de rechtspleging, evenzeer verplicht tot nietigverklaring of tot het bevelen van de afstand, met als enige uitzondering het geval van overmacht of van onoverkomelijke fout (lees : dwaling) (ontworpen artikel 15bis, § 1, derde lid, en artikel 15ter, § 1, derde lid).

De teksten die de rechtsgrond vormen van die twee bepalingen zijn, uit dat oogpunt, nochtans op zeer uiteenlopende wijze geredigeerd :

artikel 17. § 4bis, G.W.R.V.S.

"De afdeling administratie kan (5), volgens een versnelde rechtspleging vastgesteld door de Koning, de akte of het reglement nietigverklaren waarvan de schorsing gevorderd wordt, indien de tegenpartij of degene die een belang heeft bij de beslechting van het geschil binnen dertig dagen te rekenen van de kennisgeving van het arrest waarbij de schorsing bevolen wordt of de voorlopige schorsing bevestigd wordt, geen verzoek tot voortzetting van de rechtspleging heeft ingediend".

(1) Wet van 4 augustus 1996 tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 (*Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 1996; Err. *Belgisch Staatsblad* 8 oktober 1996).

(2) Het ontleent evenwel zijn rechtsgrond niet alleen aan artikel 17, § 6, van de gecoördineerde wetten, maar tevens aan artikel 30, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996.

(3) Het gaat in feite om een soort filter die vóór de bodemprocedure en na de procedure in kort geding wordt geplaatst.

(1) Of degene die er belang bij heeft dat de zaak wordt beslecht.

(2) In het Frans : "La section d'administration peut ... annuler l'acte ou le règlement ...".

article 17, § 4<sup>ter</sup>, L.C.C.E.

"Il existe dans le chef de la partie requérante une présomption de désistement d'instance (1) lorsque, la demande de suspension d'un acte ou d'un règlement ayant été rejetée, la partie requérante n'introduit aucune demande de poursuite de la procédure dans un délai de trente jours à compter de la notification de l'arrêt".

L'utilisation du verbe "pouvoir" au paragraphe 4bis contraste singulièrement avec la formulation catégorique du paragraphe 4ter qui déduit de plein droit un désistement d'instance de l'absence de demande de poursuite de la procédure, à l'instar de l'article 21, alinéas 2 et 6, des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

2.1. Dans une première interprétation, qui se fonde sur l'emploi du verbe "pouvoir", le texte de l'article 17, § 4bis, révèle donc clairement que lorsque la partie adverse et la personne intéressée ne demandent pas la poursuite de la procédure, le Conseil d'Etat n'est pas tenu d'annuler "automatiquement" mais conserve un certain pouvoir d'appréciation.

Ainsi que l'avait fait observer la section de législation dans l'avis qu'elle a donné le 14 février 1996 sur le projet qui est devenu la loi du 4 août 1996 (2) :

"Le paragraphe 4bis attache des effets considérables au défaut de réaction de la part de la partie adverse ou de la partie intervenante à la suite d'un arrêt de suspension. Lorsqu'un acte ou un règlement est suspendu, cela signifie que les moyens, ou à tout le moins l'un d'entre eux, ont été jugés sérieux. L'obligation absolue d'annuler, imposée par le projet de loi ne laisse plus aucune latitude d'appréciation au Conseil d'Etat. Elle part de la conception que le moyen jugé sérieux doit également être réputé fondé.

Une obligation aussi radicale porte atteinte à la fonction juridictionnelle du Conseil d'Etat lui-même".

L'avis proposait un autre texte "dans un souci de modérer cette règle absolue - en effet, le Conseil d'Etat doit au moins pouvoir tenir compte de cas de force majeure ou d'erreur invincible (...)". Le texte proposé par l'avis est devenu le paragraphe 4bis de l'article 17 des lois coordonnées.

On conçoit mal qu'un magistrat, qu'il s'agisse de l'auditeur-rapporteur ou du conseiller d'Etat, soit obligé de conclure à l'annulation alors qu'en toute indépendance, il ne serait pas convaincu du bien-fondé du moyen jugé sérieux en référé.

De surcroît, l'existence d'une norme (ou d'un acte individuel) (3) n'est pas à la libre disposition de la partie adverse ou de la personne qui a intérêt à la solution de l'affaire; on rappellera ainsi que, par exemple, l'organe chargé de représenter en justice une personne morale de droit public peut ne pas s'identifier à l'auteur de la norme attaquée.

On invoquerait en vain le passage de l'exposé des motifs (4), où il est affirmé que : "A défaut de réaction de la part de la partie adverse ou de la partie intervenante, le Conseil d'Etat conserve un pouvoir d'appréciation, limité cependant au cas de force majeure ou d'erreur invincible".

Outre que le texte, qui est clair, n'est pas sujet à interprétation, ce passage part d'une conception exagérément restrictive d'un extrait de l'avis qui cite la force majeure et l'erreur invincible comme constituant un minimum évident.

La force majeure et l'erreur invincible ne peuvent pas d'ailleurs expliquer à elles seules l'existence du pouvoir d'appréciation que la loi, par l'usage du verbe "pouvoir", réserve au Conseil d'Etat puisqu'elles font obstacle, de la même façon, à la possibilité de prononcer soit un arrêt accueillant le désistement sur la base de l'article 17, § 4<sup>ter</sup>, ou de l'article 21, alinéa 6, soit d'un arrêt de rejet fondé sur l'article 21, alinéa 2.

(1) "Ten aanzien van de verzoekende partij geldt een vermoeden van afstand van geding wanneer ...".

(2) Doc. parl. Sénat, 1995-1996, n° 1-321/1, page 43.

(3) Un acte créateur de droits ne peut, en principe, être retiré que si son irrégularité est établie.

(4) Doc. parl. Sénat, 1995-1996, n° 1-321/1, page 7.

artikel 17, § 4<sup>ter</sup> G.W.R.V.S.

"Ten aanzien van de verzoekende partij geldt een vermoeden van afstand van geding (1) wanneer de verzoekende partij, nadat de vordering tot schorsing van een akte of een reglement afgewezen is, geen verzoek tot voortzetting van de rechtspleging indient binnen een termijn van dertig dagen die ingaat met de kennisgeving van het arrest".

Het gebruik van het werkwoord "kunnen" in paragraaf 4bis staat sterk in tegenstelling met de categorische formulering van paragraaf 4ter, die uit het ontbreken van een verzoek tot voortzetting van de rechtspleging, van rechtswege een afstand van het geding afleidt, naar het voorbeeld van artikel 21, tweede en zesde lid, van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973.

2.1. In een eerste interpretatie, gesteund op het gebruik van het werkwoord "kunnen", kan gesteld worden dat de tekst van artikel 17, § 4bis, dus duidelijk erop wijst dat wanneer de verwerende partij en de belanghebbende persoon geen verzoek tot voortzetting van de rechtspleging indienen, de Raad van State niet "automatisch" tot nietigverklaring gehouden is maar een zekere beoordelingsbevoegdheid behoudt.

De afdeling wetgeving heeft in het advies dat zij op 14 februari 1996 heeft uitgebracht over het ontwerp dat de wet van 4 augustus 1996 is geworden, op het volgende gewezen (2) :

"Paragraaf 4bis verbindt verregaande gevolgen aan de omstandigheid dat de verwerende partij of de tussenkomende partij niet reageert op een schorsingsarrest. Als een handeling of een verordening geschorst wordt, betekent zulks dat de middelen, of althans één ervan, als ernstig zijn aangezien. De absolute verplichting tot nietigverklaring, opgelegd bij het ontwerp van wet, laat de Raad van State geen enkele beoordelingsruimte meer. Zij gaat uit van de stelling dat een middel dat als ernstig wordt aangezien, ook gegrond moet worden bevonden.

Zulks een radicale verplichting doet afbreuk aan de rechtsprekende functie van de Raad van State zelf".

Het advies stelde een andere tekst voor "teneinde die absolute regel te temperen - De Raad van State moet immers op zijn minst rekening kunnen houden met het geval van overmacht of van onoverkomelijke dwaling (...)". De in het advies voorgestelde tekst is paragraaf 4bis geworden van artikel 17 van de gecoördineerde wetten.

Het is moeilijk denkbaar dat een magistraat, ongeacht of het om de auditeur-rapporteur of om de staatsraad gaat, verplicht wordt om tot nietigverklaring te besluiten, terwijl hij, die volkomen onafhankelijk is, zelf niet overtuigd zou zijn van de gegrondheid van het middel dat in kort geding ernstig is bevonden.

Bovendien betekent het bestaan van een rechtsregel (of van een individuele handeling) (3) niet dat de verwerende partij of de persoon die belang heeft bij de beslechting van de zaak, zomaar erover mag beschikken; zo dient bijvoorbeeld erop te worden gewezen dat het kan voorkomen dat het orgaan dat ermee belast is een publiekrechtelijke rechtspersoon in rechte te vertegenwoordigen, niet de ontwerper is van de bestreden rechtsregel.

Het zou geen nut hebben zich te beroepen op de passage uit de memorie van toelichting (4) waarin het volgende wordt gesteld : "Indien de verwerende partij of de tussenkomende partij niet reageert, behoudt de Raad van State een beoordelingsbevoegdheid die echter beperkt is tot de gevallen van overmacht of van onoverkomelijke dwaling".

Naast het feit dat de tekst, die duidelijk is, geen uitlegging behoeft, gaat die passage uit van een al te beperkende uitleg van een uittreksel uit een advies waarin overmacht en onoverkomelijke dwaling als een voor de hand liggend minimum worden vernoemd.

Overmacht en onoverkomelijke dwaling alleen kunnen trouwens geen verklaring zijn voor het bestaan van de beoordelingsbevoegdheid die de wet, door het gebruik van het werkwoord "kunnen", in handen legt van de Raad van State, aangezien zij er evenzo aan in de weg staan dat ofwel een arrest kan worden gewezen waarbij op grond van artikel 17, § 4<sup>ter</sup>, of van artikel 21, zesde lid, de afstand wordt toegewezen, ofwel een arrest van verwerping wordt gewezen op grond van artikel 21, tweede lid.

(1) In het Frans : "Il existe dans le chef de la partie requérante une présomption de désistement d'instance lorsque ...".

(2) Gedr. St. Senaat, 1995-1996, nr. 1-321, blz. 43.

(3) Een handeling die rechten in het leven roept kan in beginsel alleen worden ingetrokken als de onregelmatigheid ervan vaststaat.

(4) Gedr. St. Senaat, 1995-1996, nr. 1-321, blz. 7.

2.2. Dans une seconde interprétation, il faut tenir compte de la volonté claire du législateur de ne pas rouvrir le débat lorsqu'il n'y a pas de demande de poursuite de la procédure. Ce débat a eu lieu en suspension et a donné lieu à un arrêt déclarant un moyen sérieux, au moins.

Les auteurs du projet qui est devenu la loi du 4 août 1996 ont accepté d'utiliser le verbe "pouvoir" afin de se conformer à l'avis de la section de législation et uniquement parce qu'il fallait réserver les deux hypothèses - limitativement énumérées - de la force majeure et de l'erreur invincible, à l'instar de la pratique suivie dans les autres procédures accélérées fondées sur la présomption de désistement ou de désintérêt.

A l'appui de cette seconde interprétation, on pourrait ajouter que le caractère catégorique de l'article 17, § 4<sup>ter</sup>, et de l'article 21, alinéa 6, est atténué par le recours à la technique de la présomption qui peut être renversée en cas de force majeure ou d'erreur invincible. Tel n'est pas le cas toutefois pour l'article 21, alinéa 2.

2.3. Le Conseil d'Etat retient la première interprétation qui s'inscrit dans la ligne de son avis du 14 février 1996 précité. Le projet doit être revu afin de se conformer au pouvoir d'appréciation que la loi reconnaît, dans l'hypothèse considérée, au Conseil d'Etat.

#### C. Sur les effets de la notification de l'arrêt rendu en référé.

3. Si l'on combine les règles en projet avec l'article 9 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991, on s'aperçoit que la notification de l'arrêt rendu en référé est de nature à faire courir plusieurs délais.

3.1. Si l'arrêt ordonne la suspension ou confirme la suspension provisoire, sa notification fait courir, en ce qui concerne la partie adverse (1), et le délai pour demander la poursuite de la procédure et celui qui lui est imparti pour déposer un mémoire en réponse.

Si le second délai est fixé à soixante jours, il est réduit, en pratique, à trente jours conformément l'article 91 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 (2).

La question qui se pose dans ce cas est de savoir si le dépôt régulier d'un mémoire en réponse vaut demande de poursuite de la procédure. Dans l'affirmative, l'annulation automatique ne jouerait que dans les cas où il n'y a pas de mémoire en réponse déposé dans le délai; dans la négative, on tomberait dans un vain formalisme.

Ainsi que l'a confirmé le délégué du ministre, il convient de donner une réponse affirmative à cette question; il serait utile que le rapport au Roi l'indique explicitement.

3.2. Si l'arrêt rejette la demande de suspension, sa notification fait simultanément courir le délai imparti à la partie adverse pour déposer un mémoire en réponse (60 jours) et le délai imparti au requérant pour demander la poursuite la procédure (30 jours).

Outre les difficultés administratives qu'un tel système entraîne pour le greffe, il ne paraît guère judicieux d'obliger la partie adverse à commencer la rédaction d'un mémoire en réponse alors qu'on n'est pas sûr que le requérant demandera la poursuite de la procédure.

Dans cette hypothèse, il serait préférable de procéder comme suit :

— la notification de l'arrêt de rejet constitue le point de départ du seul délai de trente jours imparti au requérant pour demander la poursuite de la procédure;

— le délai relatif au mémoire en réponse, court à partir de la notification par le greffe de la demande de poursuite de la procédure;

(1) Les textes n'évoquent que l'hypothèse d'une partie adverse unique. En cas de pluralité de parties adverses, il paraît raisonnable de considérer que la procédure ordinaire est "poursuivie" à la demande d'une seule d'entre elles.

(2) L'auteur du projet doit apprécier s'il n'est pas utile de modifier l'arrêté du Régent pour prévoir qu'en cas de référé, le délai pour demander la poursuite de la procédure et celui prévu pour déposer le mémoire en réponse soient l'un et l'autre de trente jours. Ou encore qu'en cas de référé et de poursuite de la procédure, le délai pour déposer le mémoire en réponse est réduit à trente jours.

2.2. In een tweede interpretatie moet rekening worden gehouden met de duidelijke wil van de wetgever om de debatten niet te heropenen wanneer geen verzoek tot voortzetting van de rechtspleging wordt ingediend. Dit debat heeft plaatsgehad tijdens de schorsingsprocedure en heeft aanleiding gegeven tot een arrest waarbij op zijn minst één middel als ernstig wordt aangezien.

De stellers van het ontwerp dat de wet van 4 augustus 1996 is geworden hebben ermee ingestemd het werkwoord "kunnen" te gebruiken om zich te conformeren aan het advies van de afdeling wetgeving en alleen omdat rekening behoorde te kunnen worden gehouden met de twee - limitatief opgesomde - gevallen van de overmacht en de onoverkomelijke dwaling, naar het voorbeeld van de praktijk in de andere versnelde rechtsplegingen gegrond op het vermoeden van afstand of van gebrek aan belang.

Tot staving van deze tweede interpretatie zou voorts kunnen worden gezegd dat de categorische aard van artikel 17, § 4<sup>ter</sup>, en van artikel 21, zesde lid, wordt getemperd doordat een beroep wordt gedaan op de techniek van het vermoeden dat in geval van overmacht of van onoverkomelijke dwaling kan worden weerlegd. Zulks is evenwel niet het geval voor artikel 21, tweede lid.

2.3. De Raad van State treedt de eerste interpretatie bij die in de lijn ligt van zijn voormeld advies van 14 februari 1996. Het ontwerp moet worden herzien om zich te conformeren aan de beoordelingsbevoegdheid die de wet, in het beschouwde geval, aan de Raad van State voorbehoudt.

C. De gevolgen van de kennisgeving van het in kort geding gewezen arrest.

3. Uit de samenlezing van de ontworpen regels met artikel 9 van het koninklijk besluit van 5 december 1991, blijkt dat de kennisgeving van het in kort geding gewezen arrest, verscheidene termijnen kan doen ingaan.

3.1. Indien het arrest de schorsing beveelt of de voorlopige schorsing bevestigt, doet de kennisgeving ervan, wat de verwerende partij betreft (1), zowel de termijn ingaan voor het indienen van het verzoek tot voortzetting van de rechtspleging als die welke haar wordt toegemeten om een memorie van antwoord in te dienen.

Ofschoon de tweede termijn is vastgesteld op zestig dagen, wordt hij in de praktijk beperkt tot dertig dagen, overeenkomstig artikel 91 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 (2).

In dat geval rijst de vraag of het regelmatig indienen van een memorie van antwoord gelijk staat met een verzoek tot voortzetting van de rechtspleging. Zo ja zou de automatische nietigverklaring slechts worden toegepast in de gevallen waarin binnen de gestelde termijn geen memorie van antwoord is ingediend; zo niet, zou men vervallen in zinloos formalisme.

De gemachtigde ambtenaar heeft verklaard dat op deze vraag bevestigend dient te worden geantwoord; het zou nuttig zijn dit duidelijk te vermelden in het verslag aan de Koning.

3.2. Indien het arrest de vordering tot schorsing afwijst, doet de kennisgeving ervan terzelfder tijd de aan de verwerende partij toegemeten termijn om een memorie van antwoord in te dienen (zestig dagen) ingaan en de termijn waarover verzoeker beschikt om de voortzetting van de rechtspleging te vragen (dertig dagen).

Naast de administratieve moeilijkheden die zulk een regeling meebrengt, lijkt het niet erg zinvol de verwerende partij te verplichten om de redactie van een memorie van antwoord aan te vatten terwijl men niet zeker is dat verzoeker om voortzetting van de rechtspleging zal verzoeken.

In dat geval zou het verkieslijk zijn als volgt te werk te gaan :

— de kennisgeving van het verwerpingsarrest vormt alleen de aanvangsdatum van de termijn van dertig dagen waarover verzoeker beschikt om de voortzetting van de rechtspleging te vragen;

— de termijn met betrekking tot de memorie van antwoord gaat in vanaf de kennisgeving door de griffie van het verzoek tot voortzetting van de rechtspleging;

(1) In de teksten wordt alleen het geval van één enkele verwerende partij ter sprake gebracht. Wanneer er meer dan één verwerende partij is, lijkt het redelijk ervan uit te gaan dat de gewone rechtspleging wordt voortgezet op verzoek van één van de partijen.

(2) De steller van het ontwerp moet uitmaken of het niet nuttig is het besluit van de Regent te wijzigen om te bepalen dat in geval van kort geding, de termijn om een verzoek tot voortzetting van de rechtspleging en die om de memorie van antwoord in te dienen, beide dertig dagen zouden bedragen. Ofwel dat in geval van kort geding en van voortzetting van de rechtspleging, de termijn om de memorie van antwoord in te dienen wordt beperkt tot dertig dagen.



— suit le délai de soixante jours prévu pour le mémoire en réplique ou le mémoire ampliatif.

On pourrait cependant objecter que la durée totale de la procédure est de la sorte allongée à concurrence d'un mois et proposer, afin d'éviter cette conséquence, de réduire à trente jours le délai imparti à la partie adverse.

Il convient cependant de relever que ce ne sont pas les mesures préalables qui, de facto, constituent le principal facteur expliquant la durée de la procédure; de surcroît, il faut éviter que la position de la partie adverse soit déforcée par rapport à celle du requérant qui dispose ensuite de soixante jours pour déposer un mémoire en réplique ou un mémoire ampliatif.

L'article 9 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 devra être remanié en conséquence.

#### Observations particulières

##### Préambule

##### Alinéa 1<sup>er</sup>

Les articles 1<sup>er</sup> à 3 de l'arrêté en projet trouvent leur fondement légal dans l'article 17, § 6, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. L'alinéa 1<sup>er</sup> sera, en conséquence, rédigé comme suit :

"Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 17, § 6, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 19 juillet 1991, et l'article 30, modifié par la loi du 4 août 1996,"

##### Dispositif

##### Article 1<sup>er</sup>

4. En vertu de l'article 15bis, § 1<sup>er</sup>, en projet, "celui qui a intérêt à la solution de l'affaire" dispose, pour demander la poursuite de la procédure, d'un délai de trente jours qui commence à courir à compter de la notification de l'arrêt qui ordonne la suspension ou qui confirme la suspension provisoire.

En visant, conformément à l'avis de la section de législation, "celui qui a intérêt à la solution de l'affaire", l'article 17, § 4bis, des lois coordonnées du 12 janvier 1973 permet, en effet, que la poursuite de la procédure soit demandée par des personnes qui n'ont demandé à intervenir ni dans la procédure en référé ni dans la procédure en annulation.

Or, l'arrêt de suspension n'est pas notifié aux personnes qui n'ont pas demandé à intervenir dans la procédure en référé ou dont la demande en intervention n'a pas été accueillie, et qui ne sont donc pas parties au procès.

L'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 dispose, en effet, que l'arrêt par lequel il est statué sur les demandes régies par cet arrêté est notifié aux parties.

Cette dernière disposition devra dès lors être adaptée à la réforme en projet, sous peine de ne pouvoir appliquer la nouvelle procédure dans tous les cas où la présence d'une personne intéressée, n'ayant pas la qualité d'intervenante en suspension, peut être suspectée.

5. L'article 15bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet, dispose qu'il est fait rapport "au président de chambre ou au conseiller d'Etat par lui désigné qui a ordonné la suspension ou confirmé la suspension provisoire".

Les alinéas 2 et 3 prévoient que c'est "le président ou le conseiller d'Etat par lui désigné" qui convoque les parties, siège à l'audience et prononce l'arrêt.

Si ces alinéas devaient être interprétés en ce sens qu'ils imposent l'intervention du président ou du conseiller qui a ordonné la suspension ou qui a confirmé la suspension provisoire, ils introduiraient dans la procédure une rigidité qui apparaîtrait d'autant plus préjudiciable que son utilité n'est pas évidente.

— daarop volgt de termijn van zestig dagen om de memorie van wederantwoord of de toelichtende memorie in te dienen.

Daar zou evenwel kunnen worden tegen ingebracht dat de totale duur van de rechtspleging zodoende wordt verlengd met één maand; om dit te vermijden, zou kunnen worden voorgesteld dat de aan de verwerende partij toegemeten termijn wordt ingekort tot dertig dagen.

Evenwel behoort erop te worden gewezen dat niet de voorafgaande maatregelen de facto de hoofdoorzaak vormen van de duur van de rechtspleging; bovendien behoort te worden voorkomen dat de positie van de verwerende partij verzwakt wordt ten opzichte van die van verzoeker, die daarna beschikt over zestig dagen om een memorie van wederantwoord of een toelichtende memorie in te dienen.

Artikel 9 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 moet dienovereenkomstig worden herwerkt.

#### Bijzondere opmerkingen

##### Aanhef

##### Eerste lid

De artikelen 1 tot 3 van het ontworpen besluit ontleen hun rechtsgrond aan artikel 17, § 6, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State. Het eerste lid moet bijgevolg als volgt worden gesteld :

« Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 17, § 6, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1991, en op artikel 30, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996,"

#### Bepalend gedeelte

##### Artikel 1

4. Het ontworpen artikel 15bis, § 1, bepaalt dat "de partij die belang heeft bij de beslechting van de zaak", als ze om de voortzetting van de rechtspleging wil verzoeken, over een termijn van dertig dagen beschikt die ingaat vanaf de kennisgeving van het arrest waarbij de schorsing wordt bevolen of waarbij de voorlopige schorsing wordt bevestigd.

Doordat artikel 17, § 4bis, van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 overeenkomstig het advies van de afdeling wetgeving verwijst naar "de partij die belang heeft bij de beslechting van de zaak", kan om de voortzetting van de rechtspleging immers verzocht worden door personen die niet gevraagd hebben om als tussenkomende partij te mogen optreden in de rechtspleging in kort geding of in de rechtspleging tot nietigverklaring.

Het schorsingsarrest wordt echter niet ter kennis gebracht van de personen die niet gevraagd hebben om als tussenkomende partij te mogen optreden in de rechtspleging in kort geding of wier verzoek tot tussenkomst niet is ingewilligd, en die derhalve geen partij zijn in het geding.

Artikel 5, eerste lid, van het koninklijk besluit van 5 december 1991 bepaalt immers dat het arrest waarbij uitspraak wordt gedaan over de vorderingen waarop dat besluit van toepassing is, ter kennis van de partijen wordt gebracht.

Deze laatste bepaling moet bijgevolg worden aangepast aan de voorgenomen wijziging, daar anders de nieuwe procedure niet kan worden toegepast in alle gevallen waarin het vermoeden bestaat dat zich een persoon kan aanmelden die belang heeft bij de beslechting van de zaak, doch die niet is tussengekomen in de vordering tot schorsing.

5. Het ontworpen artikel 15bis, § 1, eerste lid, bepaalt dat verslag wordt uitgebracht "bij de voorzitter van de kamer of bij de door hem aangewezen staatsraad die de schorsing heeft bevolen of de voorlopige schorsing heeft bevestigd".

Het tweede en het derde lid bepalen dat het "de voorzitter of de door hem aangewezen staatsraad" is die de partijen oproept om te verschijnen, zitting heeft op de terechtzitting en het arrest uitsprekt.

Indien deze leden moeten worden uitgelegd alsof ze de bemoeiing opleggen van de voorzitter of van de staatsraad die de schorsing heeft bevolen of die de voorlopige schorsing heeft bevestigd, zouden ze in een rigide rechtspleging voorzien die des te nadeliger is daar het nut ervan niet vanzelfsprekend is.

Dans le souci de conférer un maximum de souplesse à la procédure accélérée, il serait préférable de permettre expressément l'intervention de n'importe quel conseiller d'Etat :

— en supprimant, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "au président de la chambre ou au conseiller d'Etat par lui désigné qui a ordonné la suspension ou confirmé la suspension provisoire";

— d'écrire, aux alinéas 2 et 3, "le président de la chambre ou le conseiller par lui désigné".

Dans ce souci, il y a lieu de préciser, dans le rapport au Roi que dans la mesure du possible le président ou le conseiller d'Etat qui a statué sur la demande de suspension soit également chargé du dossier en annulation.

La même remarque vaut pour l'article 15<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>. Une adaptation analogue pourrait aussi, dans un souci d'uniformisation, être apportée aux articles 14<sup>bis</sup> et 14<sup>quater</sup> de l'arrêté du Régent du 23 août 1948.

6. L'article 15<sup>bis</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet, prévoit, sur le modèle des articles 14<sup>bis</sup> et 14<sup>quater</sup> de l'arrêté du Régent du 23 août 1948, un délai de huit jours dans lequel l'auditeur est tenu de déposer son rapport et qui court à compter de l'expiration du délai de trente jours imparti à la partie adverse et à celui qui a intérêt à la solution de l'affaire pour demander la poursuite de la procédure.

L'article 15<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet, contient une disposition analogue.

L'application des articles 14<sup>bis</sup> et 14<sup>quater</sup> de l'arrêté du Régent révèle que ce type de délais qui courent dès qu'expire le délai imparti à une des parties, ne peut pas être respecté dans la pratique puisque, dans la plupart des cas, il est déjà venu à échéance lorsque le dossier est transmis à l'auditorat.

La transmission du dossier à l'auditorat devrait ainsi logiquement constituer le point de départ du délai.

Un semblable problème pratique existe en ce qui concerne le délai de dix jours qui est fixé par l'article 15<sup>bis</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, pour la convocation des parties. Ce délai est trop court compte tenu de la nécessité d'attendre le retour des accusés de réception accompagnant la convocation et eu égard à celle de prévoir un temps suffisant pour la consultation par les parties du dossier au greffe (alinéa 4).

La même remarque vaut pour l'article 15<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, en projet.

L'occasion pourrait être mise à profit pour réexaminer le régime applicable aux délais de huit et dix jours, en veillant à ce que les quatre procédures accélérées soient réglées de la manière la plus uniforme possible.

7. A l'article 15<sup>bis</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, en projet, si l'intention est de ne convoquer que la personne qui a demandé à intervenir et dont la demande d'intervention a été accueillie, il serait préférable de remplacer les mots "la partie qui a intérêt à la solution de l'affaire" par les mots "la partie intervenante".

8. En ce qui concerne l'alinéa 3, il y a lieu de se référer à l'observation générale reproduite sous le point B. En conséquence, le texte doit être fondamentalement revu. En toute hypothèse, il y a lieu d'omettre les mots "en constatant l'absence d'intérêt à poursuivre la procédure dans le chef de la partie adverse ou de celui qui a intérêt à la solution de l'affaire".

#### Article 2

9. L'article 15<sup>ter</sup> a trait à l'hypothèse où la partie requérante ne demande pas la poursuite de la procédure.

Il pourrait arriver que plusieurs requérants déposent une demande de suspension et une requête en annulation qui leur sont communes et que l'un d'entre eux seulement demande régulièrement la poursuite de la procédure.

Teneinde de versnelde rechtspleging zo soepel mogelijk te maken, zou het verkieslijk zijn uitdrukkelijk voor te schrijven dat onverschillig welke staatsraad kan optreden, waarbij :

— in het eerste lid de woorden "bij de voorzitter van de kamer of bij de door hem aangewezen staatsraad die de schorsing heeft bevolen of de voorlopige schorsing heeft bevestigd" vervallen;

— men in het tweede en het derde lid schrijve : "de kamervoorzitter of de door hem aangewezen staatsraad".

Daartoe moet in het verslag aan de Koning worden gepreciseerd dat de voorzitter of de staatsraad die uitspraak heeft gedaan over de vordering tot schorsing, indien mogelijk eveneens belast wordt met het annulatie-dossier.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 15<sup>ter</sup>, § 1. Met het oog op de eenvormigheid kan een soortgelijke wijziging worden aangebracht in de artikelen 14<sup>bis</sup> en 14<sup>quater</sup> van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948.

6. Het ontworpen artikel 15<sup>bis</sup>, § 1, eerste lid, bepaalt naar analogie van de artikelen 14<sup>bis</sup> en 14<sup>quater</sup> van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 dat de auditeur zijn verslag moet indienen binnen een termijn van acht dagen, die ingaat vanaf het verstrijken van de termijn van dertig dagen waarover de verwerende partij en de partij die een belang heeft bij de beslechting van de zaak beschikken om een verzoek tot voortzetting van de rechtspleging in te dienen.

Het ontworpen artikel 15<sup>ter</sup>, § 1, eerste lid, bevat een soortgelijke bepaling.

Uit de toepassing van de artikelen 14<sup>bis</sup> en 14<sup>quater</sup> van het besluit van de Regent blijkt dat zulk een termijn, die ingaat bij het verstrijken van de aan één van de partijen toegekende termijn, in de praktijk niet kan worden in acht genomen, daar de termijn in de meeste gevallen reeds is verstreken wanneer het dossier aan het auditoraat wordt overgezonden.

Het tijdstip van verzending van het dossier aan het auditoraat dient aldus logischerwijs het beginpunt van de termijn te zijn.

Een soortgelijk probleem van praktische aard rijst met betrekking tot de termijn van tien dagen gesteld in artikel 15<sup>bis</sup>, § 1, tweede lid, voor het oproepen van de partijen. Deze termijn is te kort, omdat moet worden gewacht tot de bewijzen van ontvangst van de oproepingen zijn teruggezonden en omdat de partijen voldoende tijd moet worden gelaten om ter griffie inzage te kunnen nemen van het dossier (vierde lid).

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 15<sup>ter</sup>, § 1, tweede lid.

De gelegenheid zou kunnen worden te baat genomen om de regeling toepasselijk op de termijnen van acht en tien dagen opnieuw te onderzoeken, waarbij ervoor gezorgd wordt dat de vier versnelde procedures zo eenvormig mogelijk worden geregeld.

7. Indien het de bedoeling is in het ontworpen artikel 15<sup>bis</sup>, § 1, tweede lid, voor te schrijven dat alleen de partij wordt opgeroepen die verzoekt heeft als tussenkomende partij in het geding te mogen optreden en wier verzoek tot tussenkomst is ingewilligd, zou het verkieslijk zijn de woorden "de partij die belang heeft bij de beslechting van de zaak" te vervangen door de woorden "de tussenkomende partij".

8. In verband met het derde lid zij verwezen naar de algemene opmerking gemaakt in punt B. Bijgevolg moet de tekst grondig worden herzien. In ieder geval moeten de woorden "door het ontbreken vast te stellen van een belang tot voortzetting van de rechtspleging ten aanzien van de verwerende partij of van deze die belang heeft bij de beslechting van de zaak" vervallen.

#### Artikel 2

9. Artikel 15<sup>ter</sup> betreft het geval waarin de verzoekende partij niet om de voortzetting van de rechtspleging verzoekt.

Het geval kan zich voordoen dat verscheidene verzoekers gemeenschappelijk een vordering tot schorsing en een beroep tot nietigverklaring instellen en dat slechts één van hen op regelmatige wijze vraagt dat de rechtspleging wordt voortgezet.

Dans un tel cas de figure, l'article 17, § 4<sup>ter</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat présume que le requérant qui n'a pas demandé la poursuite de la procédure après l'arrêt rejetant la demande de suspension, entend se désister, tandis que la procédure ordinaire sera appliquée normalement à celui qui a régulièrement déposé une demande de poursuite de la procédure.

Ce serait inutilement compliquer la procédure et ralentir le cours de celle-ci de prévoir, dans une telle hypothèse, qu'il faut à la fois diligenter la procédure accélérée et, ensuite, la procédure ordinaire.

Il serait préférable de statuer, par un seul et même arrêt prononcé au terme de la procédure ordinaire, et sur le désistement présumé d'un des requérants et sur la requête en tant que celle-ci est introduite par l'autre.

Le projet gagnerait à énoncer expressément cette règle dictée par un souci d'économie procédurale.

10. A l'article 15<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, il y a lieu, pour tenir compte de la terminologie utilisée par la loi de remplacer les mots "en constatant l'absence d'intérêt à poursuivre la procédure dans le chef de la partie requérante" par l'expression "en constatant l'absence de demande de poursuite de la procédure introduite dans le délai prévu".

Il convient en effet d'éviter de donner l'impression que la partie requérante pourrait encore plaider, après l'expiration du délai, qu'elle garde un intérêt à la poursuite de la procédure en dépit de l'absence de demande régulièrement déposée à cette fin.

11. Pour le surplus, l'article 15<sup>ter</sup> en projet appelle, mutatis mutandis, les mêmes observations que l'article 15<sup>bis</sup> (supra, n<sup>os</sup> 5 à 7).

#### Article 3

12. L'article 3 du projet serait rédigé plus clairement de la façon suivante :

"Les articles ... (1) sont d'application aux procédures dans lesquelles un arrêt statuant sur la demande de suspension ou sur la confirmation d'une suspension provisoire est prononcé après l'entrée en vigueur du présent arrêté".

La chambre était composée de :

MM. :

J.-J. Stryckmans, président de chambre;

Y. Boucquey, Y. Kreins, conseillers d'Etat;

F. Delpérée, J. van Compernelle, assesseurs de la section de législation;

Mme J. Gielissen, greffier.

Le rapport a été rédigé par M. M. Quintin, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. Bauwens, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans, président de chambre.

Le greffier,

J. Gielissen.

Le président,

J.-J. Stryckmans.

[S - C - 97/28]

19 DECEMBRE 1996. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 17, § 6, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 19 juillet 1991, et l'article 30, modifié par la loi du 4 août 1996;

(1) Pour la détermination de ces articles, voir la première observation générale (supra n<sup>o</sup> 1).

In een zodanig geval gaat artikel 17, § 4<sup>ter</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State uit van het vermoeden dat de verzoeker die niet om de voortzetting van de rechtspleging verzocht heeft nadat het arrest is gewezen waarbij de vordering tot schorsing wordt afgewezen, geacht wordt afstand te doen van het geding, terwijl de gewone rechtspleging normalerwijs toepasselijk is op degene die op regelmatige wijze een verzoek tot voortzetting van de rechtspleging heeft ingediend.

Indien voorgeschreven wordt dat in dat geval zowel de versnelde procedure als vervolgens de gewone procedure naarstig moeten worden vervolgd, zou de rechtspleging er nodeloos ingewikkelder door worden en zou het verloop ervan vertraagd worden.

Het zou verkijselijk zijn met één en hetzelfde arrest, dat wordt gewezen na afloop van de gewone rechtspleging, uitspraak te doen zowel over de vermoedelijke afstand van één van de verzoekers, als over het verzoekschrift in zoverre het door een andere verzoeker is ingediend.

Het verdient aanbeveling dat deze regel, ingegeven door het streven om de rechtspleging niet nodeloos ingewikkelder te maken, uitdrukkelijk wordt opgenomen in het ontwerp.

10. Rekening houdend met de terminologie die in de wet wordt gebruikt, moeten in artikel 15<sup>ter</sup>, § 1, derde lid, de woorden "door het ontbreken vast te stellen van een belang tot voortzetting van de rechtspleging ten aanzien van de eisende partij" vervangen worden door de woorden "door vast te stellen dat geen verzoek tot voortzetting van de rechtspleging is ingediend binnen de gestelde termijn".

De indruk mag immers niet worden gewekt dat de verzoekende partij na afloop van de termijn nog kan pleiten dat ze een belang behoudt bij het voortzetten van de rechtspleging, ofschoon ze nagelaten heeft daartoe op regelmatige wijze een verzoek in te dienen.

11. Voor het overige dienen omtrent het ontworpen artikel 15<sup>ter</sup> mutatis mutandis dezelfde opmerkingen te worden gemaakt als die welke zijn gemaakt inzake artikel 15<sup>bis</sup> (zie hierboven, de nrs. 5 tot 7).

#### Artikel 3

12. Artikel 3 van het ontwerp zou duidelijker zijn indien het als volgt wordt gesteld :

"De artikelen ... (1) zijn toepasselijk op de procedures waarin na de inwerkingtreding van dit besluit een arrest is gewezen waarbij uitspraak wordt gedaan over de vordering tot schorsing of over de bevestiging van een voorlopige schorsing".

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

J.-J. Stryckmans, kamervoorzitter;

Y. Boucquey, Y. Kreins, staatsraden;

F. Delpérée, J. van Compernelle, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. J. Gielissen, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer M. Quintin, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer M. Bauwens, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans, kamervoorzitter.

De griffier,

J. Gielissen.

De voorzitter,

J.-J. Stryckmans.

[S - C - 97/28]

19 DECEMBER 1996. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 17, § 6, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1991, en artikel 30, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

(1) Voor het nader bepalen van deze artikelen, zie de eerste algemene opmerking (nr. 1 hierboven).

Vu la loi du 4 août 1996 modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 47, alinéa 3;

Vu l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 septembre 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil le 4 octobre 1996,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat, les mots "aux parties sans délai" sont remplacés par les mots "sans délai aux parties ainsi qu'à ceux qui ont intérêt à la solution de l'affaire".

**Art. 2.** L'article 9 du même arrêté royal est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

"Au cas où l'arrêt rejette la demande de suspension, le délai visé à l'alinéa précédent est réduit à trente jours et ne commence à courir qu'à compter de la notification par le greffe de la demande de poursuite de la procédure introduite par la partie requérante."

**Art. 3.** Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 15bis rédigé comme suit :

"Article 15bis. § 1<sup>er</sup>. Lorsque la partie adverse ou celui qui a intérêt à la solution de l'affaire n'a pas introduit, par lettre recommandée à la poste, une demande de poursuite de la procédure dans les trente jours de la notification de l'arrêt qui ordonne la suspension ou confirme la suspension provisoire de l'exécution d'un acte ou d'un règlement, le membre de l'auditorat désigné fait, dans les huit jours à compter de l'expiration de ce délai de trente jours, et en tout cas, dans les soixante jours de la notification de l'arrêt, rapport au président de la chambre ou au conseiller par lui désigné qui a ordonné la suspension ou confirmé la suspension provisoire.

Le président de la chambre ou le conseiller par lui désigné convoque le requérant, la partie adverse et, le cas échéant, la partie intervenante, à comparaître devant lui à bref délai et au plus tard le dixième jour après que le rapport de l'auditeur lui a été transmis; celui-ci est joint à la convocation.

Entendu les parties et l'auditeur en son avis, le président de la chambre ou le conseiller par lui désigné annule l'acte ou le règlement dont la suspension de l'exécution a été ordonnée, sauf cas de force majeure ou d'erreur invincible dûment établi.

Les parties et leur avocat peuvent consulter le dossier au greffe pendant le temps fixé dans l'ordonnance du président.

§ 2. Sur la convocation visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, il est fait mention du texte de l'article 17, § 4bis, des lois coordonnées ainsi que du § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du présent article."

**Art. 4.** Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 15ter rédigé comme suit :

"Article 15ter. § 1<sup>er</sup>. Lorsque la partie requérante n'a pas introduit, par lettre recommandée à la poste, une demande de poursuite de la procédure dans les trente jours de la notification de l'arrêt qui rejette la demande de suspension d'un acte ou d'un règlement, le membre de l'auditorat désigné fait, dans les huit jours à compter de l'expiration de ce délai de trente jours, et en tout cas, dans les soixante jours de la notification de l'arrêt, rapport au président de la chambre ou au conseiller par lui désigné qui a rejeté la demande de suspension.

Le président de la chambre ou le conseiller par lui désigné convoque le requérant et la partie adverse et, le cas échéant, la partie intervenante, à comparaître devant lui à bref délai et au plus tard le dixième jour après que le rapport de l'auditeur lui a été transmis; celui-ci est joint à la convocation.

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 47, derde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 september 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze Ministers die hierover op 4 oktober 1996 in Raad vergaderd hebben,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 5, eerste lid, van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State, worden de woorden "onverwijld ter kennis gebracht van de partijen" vervangen door de woorden "onverwijld ter kennis gebracht van de partijen alsook van hen die belang hebben bij de beslechting van de zaak".

**Art. 2.** Artikel 9 van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"Ingeval het arrest het verzoek tot schorsing afwijst, wordt de in het voorgaande lid bedoelde termijn teruggebracht tot dertig dagen en gaat deze pas in vanaf de kennisgeving door de griffie van het door de verzoekende partij ingediende verzoek tot voortzetting van de rechtspleging."

**Art. 3.** In hetzelfde koninklijk besluit, wordt een artikel 15bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 15bis. § 1. Wanneer de verwerende partij of de partij die belang heeft bij de beslechting van de zaak geen verzoek tot voortzetting van de rechtspleging heeft ingediend, per aangetekende brief bij de post, binnen de dertig dagen na de kennisgeving van het arrest waarin de schorsing wordt bevolen of de voorlopige schorsing wordt bevestigd van de tenuitvoerlegging van een akte of een reglement, brengt het aangewezen lid van het auditoraat binnen de acht dagen na het verstrijken van deze termijn van dertig dagen, en in ieder geval binnen de zestig dagen na de kennisgeving van het arrest, verslag uit bij de voorzitter van de kamer of bij de door hem aangewezen staatsraad die de schorsing heeft bevolen of de voorlopige schorsing heeft bevestigd.

De voorzitter of de door hem aangewezen staatsraad roept de verzoeker, de verwerende partij en in voorkomend geval, de tussenkommende partij op om op korte termijn, en ten laatste de tiende dag nadat het verslag van de auditeur hem is bezorgd, te verschijnen; het verslag wordt bij de oproeping gevoegd.

Wanneer de partijen en de auditeur in zijn advies zijn gehoord, verklaart de voorzitter of de door hem aangewezen staatsraad de akte of het reglement waarvan de schorsing van de tenuitvoerlegging is bevolen nietig, behalve in het behoorlijk vastgestelde geval van overmacht of van een onoverkomelijke fout.

De partijen en hun advocaten kunnen gedurende de in de beschikking van de voorzitter bepaalde tijd ter griffie inzage nemen van het dossier.

§ 2. Op de oproeping bedoeld in § 1, tweede lid, wordt melding gemaakt van de tekst van artikel 17, § 4bis, van de gecoördineerde wetten alsook van § 1, derde lid, van dit artikel".

**Art. 4.** In hetzelfde koninklijk besluit, wordt een artikel 15ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 15ter. § 1. Wanneer de eisende partij geen verzoek tot voortzetting van de rechtspleging heeft ingediend, per aangetekende brief bij de post, binnen de dertig dagen na de kennisgeving van het arrest waarin de vordering tot schorsing van een akte of een reglement wordt afgewezen, brengt het aangewezen lid van het auditoraat binnen de acht dagen na het verstrijken van deze termijn van dertig dagen, en in ieder geval binnen de zestig dagen na de kennisgeving van het arrest, verslag uit bij de voorzitter van de kamer of bij de door hem aangewezen staatsraad die de vordering tot schorsing heeft afgewezen.

De voorzitter of de door hem aangewezen staatsraad roept de verzoeker en de verwerende partij en in voorkomend geval, de tussenkommende partij op om op korte termijn, en ten laatste de tiende dag nadat het verslag van de auditeur hem is bezorgd, te verschijnen; het verslag wordt bij de oproeping gevoegd.

Entendu les parties et l'auditeur en son avis, le président de la chambre ou le conseiller par lui désigné décrète le désistement d'instance en constatant l'absence de demande de poursuite de la procédure introduite dans le délai prévu, sauf cas de force majeure ou d'erreur invincible dûment établi.

Les parties et leur avocat peuvent consulter le dossier au greffe pendant le temps fixé dans l'ordonnance du président.

Au cas où plusieurs requérants ont déposé une demande de suspension et une requête en annulation qui leur sont communes et où une demande de poursuite de la procédure n'a été introduite que par certains d'entre eux, les autres sont présumés se désister de l'instance et l'arrêt rendu sur la requête en annulation statue également sur le désistement de ceux qui ont omis d'introduire une demande de poursuite de la procédure.

§ 2. Sur la convocation visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, il est fait mention du texte de l'article 17, § 4<sup>ter</sup>, des lois coordonnées ainsi que du § 1<sup>er</sup>, alinéas 3 et 5, du présent article."

Art. 5. Les articles 15bis et 15ter de l'arrêté royal précité du 5 décembre 1991 sont d'application aux procédures dans lesquelles un arrêt statuant sur la demande de suspension ou sur la confirmation d'une suspension provisoire est prononcé après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 6. L'article 11 de la loi du 4 août 1996 modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, et le présent arrêté entrent en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel ce dernier arrêté aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 1996.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
J. VANDE LANOTTE

Wanneer de partijen en de auditeur in zijn advies zijn gehoord, beveelt de voorzitter of de door hem aangewezen staatsraad de afstand van het geding door het ontbreken vast te stellen van een binnen de vastgestelde termijn ingediend verzoek tot voortzetting van de rechtspleging, behalve in het behoorlijk vastgestelde geval van overmacht of van een onoverkomelijke fout.

De partijen en hun advocaten kunnen gedurende de in de beschikking van de voorzitter bepaalde tijd ter griffie inzage nemen van het dossier.

Indien meerdere verzoekers gemeenschappelijk een verzoek tot schorsing en een beroep tot nietigverklaring hebben ingediend of indien slechts sommigen onder hen een verzoek tot voortzetting van de rechtspleging hebben ingediend, worden de anderen verondersteld afstand te doen van het geding en wordt in het arrest dat uitgebracht wordt over het beroep tot nietigverklaring, eveneens uitspraak gedaan over de afstand van hen die verzuimd hebben een verzoek in te dienen tot voortzetting van de rechtspleging.

§ 2. Op de oproeping bedoeld in § 1, tweede lid, wordt melding gemaakt van de tekst van artikel 17, § 4<sup>ter</sup>, van de gecoördineerde wetten alsook van § 1, derde en vijfde lid, van dit artikel".

Art. 5. De artikelen 15bis en 15ter van het voormelde koninklijke besluit van 5 december 1991 zijn van toepassing op de rechtsplegingen waarin na de inwerkingtreding van dit besluit een arrest wordt gewezen waarin uitspraak wordt gedaan over het verzoek tot schorsing of over de bevestiging van de voorlopige schorsing.

Art. 6. Artikel 11 van de wet van 4 augustus 1996 tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en dit besluit treden in werking de eerste dag van de tweede maand volgend op die gedurende welke dit laatste besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 december 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. VANDE LANOTTE

## MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 97 — 159

[S - C - 96/2109]

23 DECEMBRE 1996. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 novembre 1993 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, notamment l'article 12, les articles 13 et 14, modifiés par la loi du 21 décembre 1994, et l'article 15;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1939 portant création d'un service d'administration générale, notamment l'article 4bis, remplacé par l'arrêté royal du 3 novembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 3 novembre 1993 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics, notamment l'article 1<sup>er</sup>, l'article 16, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1994, l'article 17, l'article 20, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1994, l'article 24 et l'article 26, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1994;

## MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 97 — 159

[S - C - 96/2109]

23 DECEMBER 1996. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 november 1993 houdende uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake Ambtenarenzaken, inzonderheid op artikel 12, op de artikelen 13 en 14, gewijzigd bij de wet van 21 december 1994, en op artikel 15;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 1939 tot instelling van een dienst van algemeen bestuur, inzonderheid op artikel 4bis, vervangen bij het koninklijk besluit van 3 november 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 november 1993 houdende uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten, inzonderheid op artikel 1, op artikel 16, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1994, op artikel 17, op artikel 20, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1994, op artikel 24 en op artikel 26, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1994;